



Budget économique 2010-2011 (contrôle budgétaire)

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux (ICN) a communiqué au ministre pour l'Entreprise et la Simplification les chiffres du Budget économique.

Au cours du second semestre 2009, la croissance économique a été plus robuste que celle prévue dans le Budget économique de septembre 2009. Par conséquent, la croissance annuelle en 2009 a été moins négative qu'attendu (-3 %) et les prévisions de croissance pour 2010 sont revues à la hausse (de 0,4 % à 1,4 %). En 2011, la croissance du PIB s'établirait à 1,7 %.

L'emploi intérieur a diminué de 23.200 unités en 2009 et se réduirait encore de 46 100 unités en moyenne cette année. En 2011, la tendance devrait s'infléchir et 8 600 emplois seraient créés. En 2010, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs indemnisés non demandeurs d'emploi) augmenterait de 52 900 unités, et, en 2011, de 28 900 unités. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait dès lors de 7 % en 2008 à 8,8 % en 2011.

L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation, remonterait à 1,6 % en 2010 et à 1,7 % en 2011 sous l'effet de la hausse des prix des produits pétroliers. Quant à l'indice santé, il progresserait respectivement de 1,2 % et 1,6 %. L'indice pivot actuel (112,72) devrait être dépassé en janvier 2011, tandis que l'indice pivot suivant (114,97) ne serait pas atteint en 2011.

Une reprise économique lente dans la zone euro...

Après s'être contractée durant cinq trimestres, l'activité économique dans l'ensemble de la zone euro s'est accélérée au second semestre 2009. De même, les Etats-Unis et le Japon sont sortis de la récession. Cette reprise est portée par une politique monétaire accommodante, une politique budgétaire expansive et un phénomène de reconstitution des stocks. La dynamique des économies émergentes comme la Chine a également fortement soutenu la reprise de l'économie mondiale.

L'activité économique dans la zone euro enregistrerait un taux de croissance trimestrielle positif mais modeste en 2010 et 2011. Par conséquent, le PIB en volume ne devrait pas encore avoir récupéré, à la fin 2011, les pertes accumulées durant la crise. La progression du chômage freine la reprise de la consommation privée, tandis que la croissance des investissements est bridée par la nette sous-utilisation des capacités de production et par des conditions d'octroi de crédit toujours restrictives. En outre, les mesures budgétaires et monétaires de relance et l'évolution du cycle de formation des stocks ne stimulent la croissance économique que de manière temporaire. En conséquence, la croissance trimestrielle devrait quelque peu fléchir en 2010 pour à nouveau repartir à la hausse en 2011. Au final, la crois-

sance annuelle du PIB de la zone euro s'établirait à 1,3 % en 2010 et à 1,6 % en 2011, après s'être contractée de près de 4 % l'année dernière.

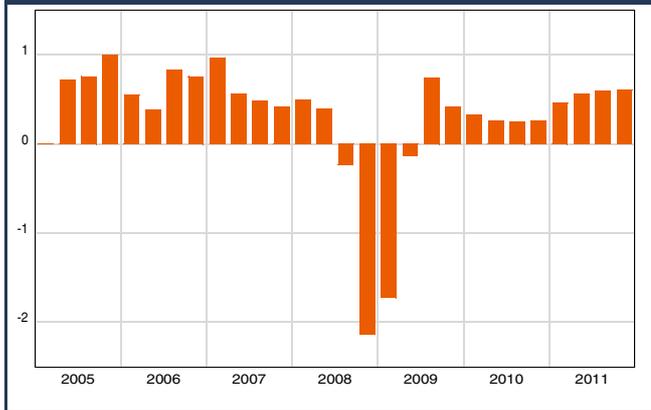
Les hypothèses de taux de change et de cours du pétrole sont basées sur les cotations de la fin janvier sur les marchés à terme. En 2010 et 2011, un euro s'échangerait en moyenne contre 1,40 dollar. Le cours du baril de Brent grimperait de 61 dollars en 2009 à 80 dollars en 2011. L'inflation totale dans la zone euro s'accélérerait dès lors quelque peu, alors que l'inflation sous-jacente resterait contenue en raison d'une croissance économique faible et de la progression limitée des coûts salariaux.

...qui se traduit par une croissance modérée de l'économie belge....

L'économie belge a également renoué avec une croissance trimestrielle positive (0,6 % en moyenne) au second semestre 2009 grâce à la reprise des exportations et au ralentissement du déstockage. A l'instar de la conjoncture internationale, la croissance des exportations se ralentirait temporairement dans le courant 2010. De plus, la croissance de la demande intérieure resterait limitée si bien que le rythme de croissance trimestrielle du PIB en 2010 ne dépasserait pas 0,3 % en moyenne. Au cours de l'année 2011, la progression des exportations repartirait de nouveau à la hausse et

la demande intérieure deviendrait plus vigoureuse, ce qui déboucherait sur une croissance trimestrielle moyenne du PIB de 0,6 %. En 2010 et 2011, la croissance annuelle du PIB s'établirait respectivement à 1,4 % et à 1,7 %.

Croissance trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Dans le contexte de forte récession internationale, les exportations belges se sont nettement repliées pour quelque peu se redresser au second semestre 2009. En 2009, elles ont globalement baissé de près de 11 %. Cette année, la croissance trimestrielle des exportations devrait légèrement se ralentir mais elle devrait se redresser en 2011, suite à une amélioration des débouchés à l'exportation. Grâce à un point de départ favorable, la croissance annuelle des exportations serait plus élevée en 2010 (4,7 %) qu'en 2011 (3,9 %). Les exportations belges continueraient à croître plus lentement que les débouchés étrangers et dès lors accuseraient de nouvelles pertes de parts de marché.

La demande intérieure et les exportations s'étant effondrées, le volume des importations a chuté de plus de 11 % l'an dernier. En 2010 et 2011, les besoins en importations augmenteraient progressivement dans le sillage de la reprise de l'activité économique. Cette année, les exportations nettes contribueraient positivement, de l'ordre de 0,6 point de pourcentage, à la croissance économique. Cette contribution, cumulée à l'évolution prévue des termes de l'échange, fait progresser le solde de la balance des opérations courantes qui passerait de 0,3 % du PIB à peine en 2009 à respectivement 1,4 % du PIB en 2010 et 1,1 % en 2011.

En 2009, l'indexation des salaires et des allocations sociales a largement dépassé l'inflation. Cet élément, conjugué à une baisse temporaire des impôts directs (réductions d'impôt et traitement accéléré des déclara-

tions d'impôts), a débouché sur une hausse de 2,8 % du revenu disponible réel et ce, en dépit de la diminution de l'emploi et des autres composantes du revenu. En 2010, le revenu disponible réel fléchirait de 0,3 % sous l'effet d'une nouvelle dégradation de l'emploi et de l'accélération de l'inflation. Par contre, en 2011, le pouvoir d'achat, soutenu par une progression de l'emploi et des revenus de la propriété, augmenterait de 1,5 %.

L'éclatement de la crise bancaire et la baisse du patrimoine des ménages a sapé la confiance des consommateurs dès le quatrième trimestre 2008 et, partant, a fait chuter la consommation privée. Au second semestre 2009, l'indicateur de confiance s'est rétabli et les dépenses de consommation sont légèrement reparties à la hausse. Néanmoins, la consommation privée a baissé en volume de 1,6 % l'an passé. Le taux d'épargne des particuliers a alors atteint son niveau le plus haut depuis la première moitié des années 90, à savoir 20,2 %. En 2010 et 2011, la propension des ménages à épargner devrait légèrement se tasser et la consommation privée augmenterait respectivement de 0,7 % et de 1,5 %. Toutefois, le taux d'épargne dépasserait toujours 19 %, et resterait ainsi à un niveau nettement supérieur à celui antérieur à la récession. Le chômage élevé n'est en effet pas propice au rétablissement de la confiance des consommateurs.

Depuis 2007, les investissements en logements vont décroissant. En dépit d'une baisse temporaire de la TVA, un repli de 2,8 % a été enregistré en 2009 et ce mouvement devrait se poursuivre en 2010 (-1,9 %) compte tenu, d'une part, de la faible progression du revenu disponible des ménages, et d'autre part, de l'évolution défavorable de l'emploi. Ce n'est que dans le courant 2011 que les investissements en logements repartiraient à la hausse mais, sur base annuelle, leur croissance se limiterait à 0,1 %, le niveau de départ au début 2011 étant faible.

Les entreprises ont fortement réduit leurs investissements depuis la mi-2008. En 2009, ces investissements ont diminué de 6 % en moyenne. Au premier trimestre 2009, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle a atteint un niveau historiquement bas (70 %). Même si la timide reprise économique enregistrée dans l'intervalle change la donne, le taux d'utilisation des capacités reste très faible. La baisse de la rentabilité et les conditions d'octroi de crédit strictes pèsent sur la reprise des investissements. La faible croissance des investissements, que l'on observerait au second semestre 2010, ne compensera pas la chute enregistrée en 2009. Par conséquent, les investissements afficheraient de nouveau, en moyenne

annuelle, une croissance négative (-1,2 %). Ce n'est qu'à partir de 2011 que la croissance annuelle redeviendrait positive (2,4 %).

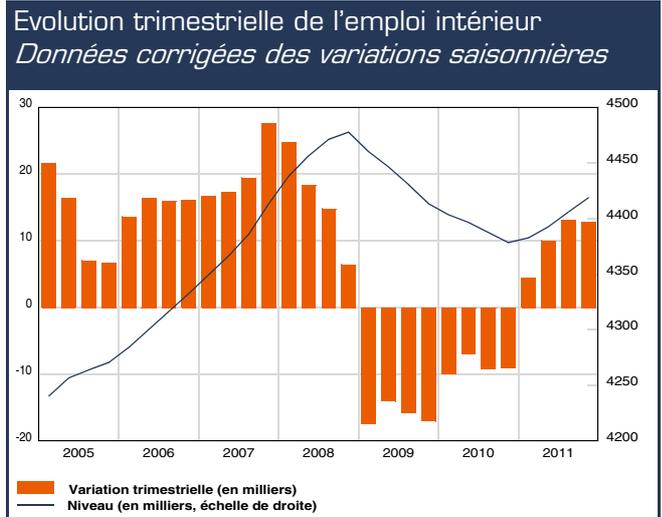
En 2009, la consommation publique et les investissements publics ont quelque peu compensé le recul des dépenses des ménages et des entreprises. Si l'on peut s'attendre, cette année et l'année prochaine, à une croissance de la consommation publique moins vigoureuse qu'en 2009, l'accélération de la croissance des investissements publics (qui atteindrait respectivement 6,6 % et 13,6 % en 2010 et 2011) devrait continuer à soutenir la croissance économique. Cette dynamique s'explique en grande partie par les investissements des pouvoirs locaux dans la perspective des élections communales de 2012.

... ce qui continue d'alimenter la hausse du taux de chômage...

L'emploi intérieur réagit toujours avec un certain retard à l'évolution de la conjoncture, si bien qu'il n'a commencé à se contracter qu'à partir du premier trimestre 2009. Face à une dégradation conjoncturelle, de nombreux employeurs optent en effet en premier lieu pour une baisse du nombre d'heures à prester, notamment via le système du chômage temporaire. Vu le dynamisme limité de la reprise économique et compte tenu de la progression modérée de la durée moyenne du travail à partir de la mi-2009, l'emploi ne recommencerait à augmenter qu'à partir de début 2011. Si, en 2009, les pertes nettes d'emplois ont atteint en moyenne 23 200 unités, elles s'élèveraient à 46 100 unités pour l'année en cours. Cette tendance devrait toutefois prendre fin et s'inverser en 2011, avec la création de 8 600 emplois.

Par conséquent, le taux d'emploi devrait baisser, passant de 63,5 % en 2009 à 62,3 % en 2011. Compte tenu de l'évolution de la population active, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs indemnisés non demandeurs d'emploi) augmenterait de 52 900 unités en 2010 (après une hausse de 45 000 unités en 2009) et de près de 29 000 unités en 2011. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait ainsi

de 7 % en 2008 à 8,8 % en 2011.



... dans un contexte d'inflation modérée

L'inflation belge, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation (INPC), a été négative de mai à novembre 2009. Ceci s'explique dans une large mesure par la réaction des prix de l'énergie à la nette rechute des cotations du pétrole au cours du second semestre 2008. De plus, en réaction au ralentissement conjoncturel, l'inflation sous-jacente se tasse, tout en restant nettement positive. Au total, sur l'ensemble de l'année 2009, l'inflation a été très faiblement négative. A la fin de l'année toutefois, la chute des prix de l'énergie avait épuisé ses effets. En 2010 et 2011, compte tenu de la hausse des prix des produits pétroliers, l'inflation devrait atteindre respectivement 1,6 % et 1,7 %. L'indice santé n'est pas influencé par l'évolution des prix de l'essence et du diesel et évolue donc de façon moins marquée que l'INPC. En 2010 et 2011, la hausse de cet indice devrait atteindre respectivement 1,2 % et 1,6 %. L'indice pivot actuel (112,72) devrait être dépassé en janvier 2011, tandis que le prochain indice pivot (114,97) ne serait pas atteint en 2011.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge
Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2007	2008	2009	2010	2011
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.7	1.1	-1.6	0.7	1.5
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.6	3.3	2.4	1.2	1.6
Formation brute de capital fixe	5.9	4.3	-4.6	-0.8	2.8
Dépenses nationales totales	3.1	2.3	-3.0	0.8	1.8
Exportations de biens et services	4.5	1.5	-10.9	4.7	3.9
Importations de biens et services	4.7	3.1	-11.1	4.0	4.1
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.0	-1.2	0.0	0.6	0.0
Produit intérieur brut	2.9	1.0	-3.0	1.4	1.7
Indice national des prix à la consommation	1.8	4.5	-0.1	1.6	1.7
Indice santé	1.8	4.2	0.6	1.2	1.6
Revenu disponible réel des particuliers	2.0	1.3	2.8	-0.3	1.5
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	16.2	16.6	20.2	19.3	19.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	70.3	82.1	-23.2	-46.1	8.6
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.5	7.0	7.9	8.6	8.8
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	2.2	-2.4	0.3	1.4	1.1
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	137.1	147.1	139.3	140.5	140.0
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	4.3	4.6	1.2	1.0	2.0
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4.3	4.4	3.9	3.8	4.2